

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 30/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF)

6 , Avenue de la Bienfaisance
13117 Martigues

Références : GD/JPP-D-1140-MRT-2024
SPR/1036/2024
Code AIOT : 0006411944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2024 dans l'établissement INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF) implanté 6 , Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INEOS TECHNOLOGIES FRANCE SAS (ITF)
- 6 , Avenue de la Bienfaisance 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006411944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société INEOS TECHNOLOGIES France SAS (ITF) est autorisée à exploiter, au sens du Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, les installations de production chimique décrites ci-après :

- Le centre de recherche et de technologies de Lavéra (CTL) ;
- Le pilote polyéthylène et la fabrication de catalyseur associée ;
- Le stockage de produits à usage du centre de recherche ("petits stockages de recherche").

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette visite d'inspection que l'Exploitant a bien pris en main la gestion des GPI (Granulés Plastiques Industriels) sur son site, tant au niveau de la prévention que de l'information.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : L'Exploitant a présenté en salle les équipements et la procédure (procédure CE-CTL-N°39) mis en place pour prévenir les pertes et fuites de granulés dans l'environnement. Il a fait réaliser un audit par un organisme certifié indépendant (programmé tous les 3 ans) sur son site, et a présenté les modifications apportées au site suite au rapport d'inspection d'Afnor Certification. La visite de terrain a permis de constater la présence des équipements mentionnés (grilles de collecteurs à mailles adaptées, couvercles, aspirateurs adaptés dans chaque salle concernée...) ainsi que des différents éléments visuels liés aux procédures (affichage, déroulement sur écrans...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : L'Exploitant a réalisé une ADR afin de déterminer les zones présentant des risques de perte de granulés dans l'environnement, et a présenté les différents éléments mis en place pour prévenir ce risque (chaussettes, grilles, rétentions...). Il est à noter que pour les zones de stockage présentant un risque modéré ou élevé, l'Exploitant a pris le parti de les relocaliser afin d'éliminer le risque. La visite sur site a permis de constater la présence des dispositifs de confinement et de récupération mis en place dans les zones concernées par des risques de perte de l'environnement.

<p>Les dimensions des éléments utilisés sont adaptées en fonction du risque présent (chaussettes 100 microns sur les sorties d'eau vers les regards, grilles 100 microns au niveau des douches de sécurité, grille millimétrique en sorti des granulatrices). Ces éléments sont par ailleurs nettoyés après chaque campagne de production de granulés.</p> <p>Un couvercle en plexiglass a également été installé sur le bac de purge pour éviter tout débordement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant la gestion des GPI, l'exploitant a mis en place la démarche suivante, décrite dans la procédure CE-CTL-N°39.</p> <p>La première étape consiste en l'identification des zones concernées, afin de réaliser un schéma de ces zones. Les risques sont ensuite évalués (réalisation d'une analyse détaillées des risques par les ingénieurs et techniciens concernés). L'Exploitant a pris le parti de relocaliser les zones à risque modéré et important, le risque étant lié à l'emplacement. Il a en parallèle mis en place les équipements de protection nécessaires (grilles à mailles adaptées sur les collecteurs...) et mis à disposition des équipes les appareils nécessaires (aspirateurs pour poudre et granulés).</p> <p>L'Exploitant a mis en place des actions importantes de sensibilisation sur cette problématique pour présentation à l'ensemble des secteurs d'ITF.</p>

<p>L'Exploitant a également mis en place un plan d'inspection IGP (inspection générale planifiée) incluant les GPI (check liste avec emballages), avec des indicateurs de performance (plan d'inspection IGP labo, révision 2 du 03/01/2023). Les entrées des égouts protégées sont inspectées à la fin de chaque campagne de granulation et nettoyées.</p> <p>Chaque anomalie de manipulation fait l'objet d'un compte rendu d'évènement (CRE) ,et les actions de maintenance sont historisées.</p> <p>L'Exploitant fait réaliser des audits internes par son service qualité (deux fois par an), un audit par un organisme certifié AFAQ (tous les 3 ans), des audits asset care / housekeeping tous les 6 mois, ainsi que des des IGP dans tous les secteurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Exploitant a fait réaliser un audit par un organisme certificateur habilité (AFAQ d'AFNOR Certification) et accrédité COFRAC, le 10 novembre 2023.</p> <p>L'Exploitant a publié sur son site internet les résultats de cet audit : les dispositions mises en place par l'Exploitant ont été évaluées et jugées conformes aux dispositions requises par le décret n°2021-461 concernant la prévention des pertes de Granulés Plastiques Industriels.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>